

Observatoire de l'Arctique

Bulletin mensuel

HERVÉ BAUDU – ÉMILIE CANOVA – MICHAEL DELAUNAY –
CAMILLE ESCUDE-JOFFRES – GUILLEMETTE DU MANOIR DE JUAYE –
TANGUY SANDRE – ALEXANDRE TAITHE (coord.) – JULIA TASSE –
JEAN-PAUL VANDERLINDEN – FLORIAN VIDAL – MAGALI VULLIERME

avec le soutien de la



CEARC
Cultures • Environnements
Arctique • Représentations • Climat



FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE

ENSM
ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE MARITIME



SOMMAIRE

AMÉRIQUE DU NORD – GROENLAND/DANEMARK – ISLANDE	3
NORVÈGE – SUÈDE – FINLANDE – RUSSIE	4
ÉTATS OBSERVATEURS ET UNION EUROPÉENNE	5
INSTITUTIONS ARCTIQUES – RÉGULATIONS ENVIRONNEMENTALES – ENJEUX JURIDIQUES ..	6
QUESTIONS MILITAIRES, INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES	7
TRAFIC MARITIME – SÉCURITÉ MARITIME.....	8
PUBLICATIONS DES INSTITUTS DE RECHERCHE	10

Contributeurs :

Coordination : Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Amérique du Nord, Groenland/Danemark, Islande : Jean-Paul Vanderlinden (CEARC), Magali Vullierme (CEARC), Michael Delaunay (CEARC), Tanguy Sandré (CEARC)

Bloc Nordique et Russe : Norvège, Suède, Finlande, et Russie : Florian Vidal

Bloc Gouvernance et Institutions arctiques : Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge)

Bloc États Observateurs et UE : Alexandre Taithe (FRS), Guillemette du Manoir de Juaye (FRS)

Bloc Capacitaire/Technologique/Industriel : Alexandre Taithe (FRS), Guillemette du Manoir de Juaye (FRS)

Bloc Trafic maritime et Sécurité maritime : Hervé Baudu (ENSM)

Bloc Publications : Alexandre Taithe

Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande

Aux **États-Unis**, le *North American Aerospace Defense Command* (NORAD) a mené deux interceptions de bombardiers stratégiques et de chasseurs russes au large de l'Alaska ([Anchorage Daily News](#), 15 février ; [Anchorage Daily News](#), 17 février) et suivi le ballon d'observation chinois abattu par un F-22 le 4 février ([Ministère de la Défense américain](#), 4 février). Cet événement l'a d'ailleurs poussé à affiner le champ de détection de ses radars ([AirForce Technology](#), 13 février) pour repérer de nouveaux OVNIS, dont un fut abattu au-dessus de l'Alaska ([Arctic Today](#), 10 février). En parallèle, le rythme des exercices arctiques est maintenu avec l'exercice *Snow Crab* visant à entraîner les experts en explosifs de la Marine américaine en conditions arctiques ([Navy.mil](#), 6 février) et l'exercice *Local Defence Exercise North 1/23* qui se tient pendant un mois en Laponie, en Finlande. Mené par la Brigade finlandaise Jaeger, il intègre des soldats américains ([Ministère des Armées finlandais](#), 1^{er} février). Dans le cadre de l'Exercice *Noble Defender*, 4 F-35 basés en Alaska ont été déployés pour la première fois au Groenland à la base de Thulé sous l'égide du NORAD ([Air and Space Forces Magazine](#), 31 janvier). Enfin, le président Biden a nommé comme premier ambassadeur de l'Arctique Mike Sfraga, fondateur du Polar Institute et actuel président de l'*U.S. Arctic Research Commission* ([Anchorage Daily News](#), 15 février).

Au **Canada**, un objet volant non identifié a été abattu par les Forces aériennes canadiennes le 11 février au Yukon. Selon une théorie, ce ballon pourrait être un « pico ballon » d'un club amateur américain, le *Northern Illinois Bottlecap Balloon Brigade*. C'est l'un des quatre objets volants à avoir été abattus au cours des dernières semaines en Amérique du Nord. Un seul de ces objets a été formellement identifié comme appartenant à la Chine. Par ailleurs, l'Armée canadienne a détecté des bouées de surveillance chinoises dans ses eaux arctiques. Le ministère de la Défense nationale a confirmé que les Forces armées canadiennes (FAC) ont, depuis 2022, identifié, traqué et mis fin à des tentatives chinoises de surveillance du territoire canadien dans le cadre de l'opération LIMPID ([Eye On the Arctic](#), 14 février ; [The Globe and Mail](#), 21 février ; [Eye on the Arctic](#), 22 février). Ces événements ont eu lieu sur fond de révélations des liens étroits entre la famille Trudeau et la Chine ([The Globe and Mail](#), 20 février ; [Journal de Québec](#), 23 février ; [Journal de Québec](#), 26 février). En parallèle, à la conférence Arctic360, tenue à Toronto du 21 au 23 février, les « Arctic 7 » ont réaffirmé leur volonté de coopération sans la Russie, et particulièrement en Amérique du Nord ([Eye On the Arctic](#), 22 février ; [Eye on the Arctic](#), 24 février). Plusieurs intervenants ont souligné que le Canada devait renouveler son approche de l'Arctique, notamment en termes d'infrastructures pour les énergies renouvelables ([Eye on the Arctic](#), 23 février).

Au **Groenland**, le rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones de l'ONU, Cali Tzay, a pointé l'ampleur de la discrimination raciale structurelle et systématique empêchant les Inuits de jouir pleinement de leurs droits humains ([ONU](#), 10 février) – en particulier la campagne de stérilisation forcée des femmes groenlandaises (cf. Bulletin mensuel n°37 – Février 2023), les cas d'enfants groenlandais enlevés à leurs familles au Danemark ou encore l'absence de consentement libre, préalable et éclairé concernant les projets touristiques et d'infrastructures. Malgré l'importance du Conseil de l'Arctique pour le Groenland, la position très claire du gouvernement groenlandais dès le déclenchement de la guerre en Ukraine ([Altinget](#), 22 février) a été réitérée par la ministre des Affaires étrangères groenlandaise, Vivian Motzfeldt, déclarant : « *le Groenland doit être prêt à accroître la présence militaire sur son territoire* » ([Sermitsiaq](#), 12 février). Son homologue danois, Lars Løkke Rasmussen, entend lui aussi renforcer l'implication du Groenland et des Îles Féroé dans la stratégie de défense du royaume ([High North News](#), 10 février). Enfin, de nouvelles évaluations suggèrent que l'entrée du Groenland dans l'Accord de Paris se fasse sur la base du modèle féroïen, qui exclut les matières premières et le transport maritime des secteurs à engagements contraignants ([Sermitsiaq](#), 14 février).

L'**Islande**, comme les six autres « Arctic 7 », a été invitée à Salekhard le 11 mai 2023 pour la passation de la Présidence du Conseil de l'Arctique de la Russie à la Norvège. Sauf grosse surprise, aucun ne devrait s'y rendre. Le ministre islandais des Affaires étrangères, Þórdís Kolbrún R. Gylfadóttir a indiqué qu'il serait « *impossible de travailler avec une Russie qui est en train de violer les principes de bases du Droit international* ». Selon le *Barents Observer*, certains des États devraient tout de même être présents en ligne ([The Barents Observer](#), 31 janvier).

Norvège – Suède – Finlande – Russie

Norvège : évaluation de la menace russe en Arctique

Dans son rapport annuel FOKUS 2023, les services de renseignement norvégiens jugent que la guerre en Ukraine conduit la Russie à consolider sa présence en Arctique. Selon eux, la région arctique est désormais soumise à la dynamique de confrontation entre la Russie et l'OTAN. La Norvège, en raison de sa position géostratégique, devient un point de fixation majeur pour ses alliés mais également pour la Russie. Selon le ministre de la Défense norvégien, Bjørn Arild Gram, Oslo doit tenir compte du fait que l'activité russe dans le Grand Nord devient moins prévisible. Le rapport précise également que l'affaiblissement des capacités conventionnelles de l'armée russe renforce l'importance des armes stratégiques, et donc la consolidation de la Flotte du Nord comme pilier de la dissuasion russe.

Enfin, les services de renseignement norvégiens soulignent que le Svalbard reste une priorité militaire stratégique pour la Russie en Arctique. À ce titre, la Norvège s'attend à ce que Moscou maintienne sa présence à Barentsburg en soutenant le secteur du tourisme alors que les effets des sanctions économiques accroissent la dépendance de cette communauté aux fonds publics de l'État fédéral ([High North News](#), 14 février 2023 ; [thebarentsobserver](#), [Rapport FOKUS 2023](#), 16 février 2023).

Pays nordiques – États-Unis : renforcement des liens militaires

La nouvelle posture militaire en Arctique, et plus largement en Europe, accélère la coopération entre les pays nordiques et les États-Unis. À l'aune d'une future intégration de la Finlande et de la Suède au sein de l'Alliance Atlantique, Washington entend renforcer sa position en Europe du Nord. En janvier 2023, la Suède a annoncé le début de négociations avec les États-Unis sur un accord bilatéral de coopération de défense. Ces négociations ont été précédées d'accords similaires avec la Finlande et le Danemark en 2022 alors que la Norvège et les États-Unis ont signé un accord additionnel à leur coopération militaire bilatérale en 2021.

Du côté américain, ces accords de défense portent à la fois sur l'uniformisation des cadres juridiques qui donnent au pays une liberté d'action militaire accrue et sur la poursuite de l'engagement en faveur de la sécurité européenne et nordique. Sur le plan opérationnel, ces accords, similaires à ceux qui lient Oslo et Washington, ouvrent la voie à un potentiel accès pour les forces américaines aux bases militaires finlandaises et suédoises dans le Grand Nord ([High North News](#), [10 février 2023](#) ; [17 février 2023](#)).

Arctique russe après une année de guerre : repli diplomatique et pertes militaires

Un an après le début de la guerre, l'Arctique russe subit les effets de l'offensive russe en Ukraine. Sur le plan diplomatique, la Russie qui préside le Conseil de l'Arctique jusqu'au mois de mai 2023 est boycottée par les sept autres pays arctiques. Sans aucune perspective politique dans ce forum intergouvernemental, Moscou souhaite désormais se focaliser sur le développement de son territoire. Dans un décret signé le 21 février, V. Poutine a modifié la stratégie de développement du pays en Arctique jusqu'en 2035 (publiée en 2020). Ainsi, le décret de modification supprime la référence suivante : « le renforcement des relations de bon voisinage avec les États arctiques ». La nouvelle version du texte donne la priorité au développement des relations avec des pays étrangers sur une base bilatérale tout en tenant compte des intérêts nationaux de la Russie en Arctique.

Sur le plan militaire, l'Arctique russe mobilise ses militaires pour prendre part au conflit et subit de nombreuses pertes humaines parmi les soldats membres des unités présentes dans la région. Ainsi, la 80^{ème} brigade motorisée d'Alakourtti aurait perdu dans ses rangs plus de 65 hommes selon des sources locales. En plus de ces pertes humaines importantes, les équipements militaires russes stationnés en Arctique ont été largement mobilisés, et une partie détruite, sur le théâtre ukrainien comme les véhicules de transport DT-30 Vityaz ou les systèmes de missile anti-aérien Tor-M2DT ([High North News](#), 17 février 2023 ; [Version amendée de la stratégie de la Fédération de la Russie en Arctique jusqu'en 2035](#), 21 février 2023 ; [thebarentsobserver](#), 22 février 2023 ; [Groupe d'Alakourtti sur le réseau social russe Vkontakte](#), février 2023).

États observateurs et Union européenne

Le Brésil cherche à devenir le premier pays de l'hémisphère Sud à obtenir la position d'État observateur au conseil de l'Arctique

En émettant la possibilité de signer le traité du Svalbard et de devenir un État observateur au Conseil de l'Arctique, le Brésil ([TFIGlobal](#), 16 février) se pose en pays pionnier de l'hémisphère Sud dans les affaires arctiques. Il justifie cet intérêt par des transferts technologiques qu'il a effectués en Arctique au nom de son expertise dans l'exploitation de ressources pétrolières et minérales. Le pays bénéficierait en retour de technologies actuellement employées en Arctique dans les secteurs de la communication, de la sécurité civile ou de la surveillance par satellite, qu'il pourrait utiliser dans la zone amazonienne. En effet, un parallèle est émis entre la région arctique et la forêt amazonienne, présentées comme deux régions d'importance écologique majeure, toutes deux très vulnérables au changement climatique, et donc à protéger. Le Brésil cherche *in fine* à s'ériger en pont pour contribuer à rouvrir un dialogue arctique apaisé, au nom des bonnes relations qu'il dit entretenir avec la Chine, la Russie et l'Ouest.

La Grande-Bretagne s'interroge sur ses intérêts en Arctique dans le contexte ukrainien, sans exclure des formes peu diplomatiques

Le parlement britannique a créé en février un sous-comité dédié à la relation entre la Grande-Bretagne et l'Arctique, au nom d'un impératif moral de protection de « l'environnement arctique fragile » (*the delicate Arctic environment*), mais également pour explorer la mise en valeur des ressources arctiques au regard de la protection environnementale, tout en mettant en avant le rôle du pays dans la recherche scientifique arctique. Les différentes collaborations avec la Russie ayant été stoppées par la guerre en Ukraine, le sous-comité se propose d'en étudier les conséquences (dans la recherche scientifique, mais aussi dans opérations de protection environnementale et de dépollution).

Cette demande [d'informations](#) du parlement britannique commet néanmoins quelques maladroites diplomatiques dans cette projection sur l'Arctique. Souhaitant contribuer à la revivification de la coopération dans le Grand Nord, la Grande-Bretagne envisage même d'explorer le « remplacement du Conseil de l'Arctique ». De même, le travail de la sous-commission devra souligner « la nécessité pour le gouvernement britannique de veiller à ce que les droits et les moyens de subsistance d'environ 4 millions d'habitants de l'Arctique soient protégés (...) ».

La méfiance croissante vis-à-vis de la présence chinoise dans l'Arctique occidental

Comme l'illustre les [opérations de surveillance](#) de la Chine en Arctique (ballons et des bouées d'espionnage chinois en février 2022, cf. le billet sur le Canada), la méfiance envers la Chine est grandissante, et elle s'exprime dans divers domaines. Le Canada anticipe des [pêches](#) illégales dans ses eaux territoriales effectuées par des navires chinois, profitant des limites des capacités de surveillance et d'intervention canadiennes. La [navigation](#) chinoise sur les routes polaires est également intrinsèquement suspicieuse pour le Canada, dans le contexte du développement des routes de la Soie et de la *Belt & Road Initiative*. Les [infrastructures d'exploitation minière](#), et notamment le projet de port en eaux profondes « Gray Bays », porté par une entreprise chinoise au Nunavut, suscitent la méfiance du gouvernement canadien car, même si ce port a un grand intérêt pour le développement économique de la population inuite, il est soupçonné de favoriser également les activités militaires et de surveillance de la Chine. Dans la même veine, la [recherche](#) et la [coopération scientifique](#) avec la Chine sont frappées de soupçon, ce qui a conduit le Canada et les États-Unis à réévaluer les formes de coopérations scientifiques avec la puissance chinoise, en renforçant les contrôles sur les activités exercées dans leurs territoires arctiques. Ensuite, la défiance envers la Chine s'illustre dans le domaine des [affaires politiques](#), puisque la Chine aurait dès 2019 tenté d'influer sur les élections canadiennes, en entravant l'élection de députés conservateurs, considérés comme plus hostiles à Pékin, et en essayant de favoriser la réélection de Justin Trudeau en 2021.

L'édition 2023 du rapport des services secrets norvégiens publiée le 13 février ([Rapport FOKUS 2023, chapitre Chine](#)) consacre un chapitre à la Chine, intitulé « Une Chine toujours offensive ». Il met en garde contre les stratégies chinoises d'investissement dans les affaires et des biens, qui pourraient favoriser des pratiques d'espionnage : si ces investissements ne sont pas illégaux, ils suscitent une défiance car ils pourraient par exemple favoriser l'espionnage industriel et l'accès à des technologies sensibles. Hors de l'Arctique, l'affaire du ballon d'observation chinois abattu début février par les États-Unis au large de leur côte atlantique a attiré l'attention médiatique mondiale sur la Chine, et crispé les relations bilatérales sino-américaines.

Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques

Compte-rendu du [EU Arctic forum and indigenous peoples' dialogue](#)

L'Union européenne a organisé sa conférence annuelle sur les questions arctiques à Nuuk les 8-9 février 2023. Informations recueillies par Émilie Canova lors de son observation participante.

La conférence, qui aurait dû se tenir en novembre 2022, a été décalée en février 2023 pour coïncider avec l'ouverture du bureau de la Commission européenne à Nuuk, annoncée dans la dernière politique arctique de l'UE ([Communication conjointe](#), 2021). Cependant, si la Cheffe de bureau a été désignée – Rikke Svendsen Nielsen –, le bureau n'a pas encore de lieu physique pour des questions juridiques et logistiques. L'ouverture est désormais prévue pour l'été 2023. L'UE insiste sur le fait que c'est un bureau de la Commission et non une représentation diplomatique du Service européen de l'action extérieure, pour ne pas froisser les sensibilités danoises.

Le Groenland a quitté l'UE en 1985 et est depuis un PTOM (pays et territoire d'outre-mer) de l'UE car il fait partie du Royaume du Danemark. Dans ce contexte, le fait que la Cheffe du bureau soit danoise n'est sans doute pas un hasard et illustre la "nouvelle scène diplomatique" qu'est Nuuk, où les faux-pas sont inévitables ([DIIS](#), 2022). Le *EU Arctic Forum 2023* faisait bien partie de la stratégie de l'UE pour s'insérer dans cette scène délicate et pour prouver que l'UE était bien "en Arctique" ([Communication conjointe](#), 2021). La Commission est apparue pleine de bonne volonté et comme ayant appris de ses erreurs passées malgré un certain manque d'humilité dénoncé par certains participants.

Par rapport à l'édition 2021, on peut noter la faible présence de représentants d'États membres, à l'exception notable du secrétaire d'État du ministère des Affaires étrangères estonien (l'Estonie étant toujours candidate comme Observateur au Conseil de l'Arctique). Parmi les institutions, la Commission était la plus présente avec notamment le Commissaire Sinkevicius. Le deuxième jour était dédié aux peuples autochtones. La présidente de l'ICC et le président du Saami Council se sont exprimés, parfois avec virulence, dénonçant une approche encore coupée des réalités arctiques et le [colonialisme vert de l'UE](#). Cela se retrouve dans l'ambiguïté du message porté par la Suède, ayant actuellement la [présidence du Conseil de l'UE](#), qui fait du nord de la Suède un lieu stratégique pour la transition énergétique de l'UE par la présence de minéraux rares, sans mention du contexte arctique et Sami ([EUObserver](#), 19 janvier 2022). La présidence suédoise représente pourtant un espoir pour pousser les États membres à adopter des conclusions au Conseil sur la Communication conjointe de 2021, qui la doterait enfin de l'assise politique nécessaire. Mais l'absence du ministre suédois à la dernière minute à Nuuk et le fait qu'il serait plus prudent d'attendre la transition de présidence du Conseil de l'Arctique en mai tempèrent cet espoir. La question de l'avenir du CA dans le contexte de la guerre en Ukraine a d'ailleurs été mentionnée tout au long de la conférence avec un message très clair des États arctiques sur son importance mais aussi sur leur fermeture (actuelle) à plus de participation extérieure.

Une nouvelle organisation dans la gouvernance arctique : Arctic Mayor Forum

Le forum des maires de l'Arctique a été officiellement lancé le 31 janvier 2023 à Tromsø. Cette organisation comprenant pour l'instant 14 communes membres vise à compléter le manque de niveau local au sein du Conseil de l'Arctique.

La ministre des Affaires étrangères norvégienne Anniken Huitfeldt a officiellement inauguré le secrétariat du nouveau forum dans la ville de Tromsø. La Secrétaire générale en est la canadienne Patti Burns, qui travaillait auparavant comme secrétaire exécutive de deux groupes de travail du Conseil de l'Arctique (ACAP et EPPR).

La déclaration du Forum avait été signée en octobre 2021. Elle établit le Forum comme une organisation pan-arctique visant à assurer la présence des communautés élues (maires et autres élus) comme « leaders de la gouvernance arctique » et porter la voix des populations arctiques ([Arctic Mayors, 2023](#)).

La ministre norvégienne a affirmé lors de l'ouverture du secrétariat « nous avons besoin de voix locales fortes [en ces temps] » ([High North News, 31 janvier 2023](#)). Pour rappel, la coopération fonctionnelle au niveau local ou de la région de Barents entre Norvège et Russie a toujours été mise en avant pour fonctionner envers et contre les bouleversements géopolitiques ailleurs dans le monde. Il est à noter cependant qu'aucune commune russe ne fait partie de l'organisation pour l'instant. En effet, si entre 2019 et 2021 le comité exécutif comprenait une commune russe (Arkhangelsk), plus aucune ne fait partie du nouveau comité exécutif entre 2022 et 2024.

Le ministère des Affaires étrangères norvégien a attribué un budget de 3 millions de couronnes norvégiennes (environ 275 000 €) pour trois ans pour le secrétariat ([Arctic Business Journal, 31 janvier 2023](#)). Cela consacre la volonté norvégienne de s'investir dans la coopération arctique, à tous les niveaux. La ville accueille déjà le secrétariat du Conseil de l'Arctique, le secrétariat des populations autochtones du Conseil de l'Arctique, la conférence annuelle Arctic Frontiers, entre autres.

Première réunion des Parties (COP 1) de l'accord sur la prévention de la pêche dans l'Océan Arctique Central

L'accord interdisant la pêche dans l'Océan Arctique Central, signé en 2018, est entré en vigueur en juin 2021. La première COP s'est tenue en Corée du Sud du 23 au 25 novembre 2022.

Dix parties ont signé et ratifié cet accord : le Canada, le Royaume du Danemark au nom du Groenland et des îles Féroé, les États-Unis, la Norvège, la Russie, la Chine, l'Islande, le Japon, la Corée du Sud et l'Union européenne. À l'occasion de cette première COP, les règles de procédure ont été adoptées. Plusieurs ONG dont WWF étaient présentes ([WWF, 27 novembre 2022](#)).

Le chercheur Evan Bloom a fait une présentation lors de la conférence inaugurale des Parties pour mettre en évidence les conséquences de cet accord pour la gouvernance arctique ([BLOOM Evan, 2022](#)). Il souligne la participation russe à la COP et voit dans cet accord une possibilité de renforcer les relations entre États arctiques et non-arctiques, d'impliquer davantage les acteurs non-arctiques et d'établir de nouveaux régimes qui contribuent à la gouvernance arctique, dans un contexte de "pause" indéterminée du Conseil de l'Arctique.

Questions militaires, industrielles et technologiques

Prévenir les risques d'escalade militaire en Arctique

Selon Mathieu Boulègue ([Chatham House, 2023](#)), il apparaît nécessaire d'établir un consensus sur ce que seraient des opérations militaires normales et non menaçantes en Arctique. Ainsi, un code de conduite militaire pourrait être créé, qui, en plus d'inclure les États non côtiers, ne concernerait pas uniquement les bateaux militaires mais aussi tous les bâtiments en capacité de naviguer dans les eaux arctiques qui pourraient servir à dissimuler des buts militaires – avec les limites de contrôle que cela suppose. La multiplication des forums de sécurité militaire est questionnée, et elle n'est globalement pas

vue comme une dilution ni une redondance. La conception des acteurs de la sécurité doit être élargie, et prendre en compte les populations autochtones, les communautés locales, de même que l'OTAN et la Chine. Pour éviter les risques d'escalades militaires en Arctique, plusieurs pistes peuvent être explorées : relier et coordonner les dimensions soft et hard de la sécurité (sécurité humaine, militaire, SAR...) ; élaborer une architecture de sécurité spécifique à l'Arctique ; inclure les populations autochtones et les communautés locales ; et enfin investir dans des technologies adaptées à l'environnement arctique pour en accroître la stabilité (entre autres : radars, satellites et télédétection, connectivité internet et câbles optiques, capacités à stocker de l'énergie, modernisation du système NORAD).

En matière de dissuasion nucléaire, les actions des pays de l'Alliance atlantique doivent anticiper et prendre en compte les perceptions russes, nourries de narratifs depuis plus de 20 ans redoutant l'encerclement de l'OTAN, et les spécificités d'une dissuasion en zone arctique ([Wilson Center, 9 février](#)).

De même, l'OTAN aurait intérêt à réfléchir à une approche adaptée aux spécificités du Svalbard. Celles-ci touchent notamment à l'attention russe portée à la démilitarisation de l'archipel arctique norvégien (article 9 du Traité de Paris de 1920, cf. [Pauline Baudu, Arctic Review on Law and Politics, 2023](#)). Il pourrait s'agir pour l'OTAN de se restreindre autour du Svalbard à un certain niveau d'exercice militaire et de développement de ses capacités.

La Norvège, futur point de crispation par sa proximité avec la Russie ?

Outre le Svalbard, baromètre des relations entre la Norvège et la Russie (cf. rubrique Russie-Nordiques), la Norvège pourrait concentrer une grande part des crispations entre la Russie et des pays otaniens dans le Grand Nord.

La Norvège devient tout d'abord un hub régional pour la surveillance de la Russie, notamment en coopération avec les États-Unis et la Grande-Bretagne, à l'image de la base d'Evenes qui devrait accueillir des avions américains et britanniques de patrouille P-8a Poseidon. Elle est ensuite au premier plan, et en première ligne, de la lutte ASM. La coopération bilatérale militaire avec les États-Unis vise notamment la base navale de Ramsund. Cette dernière pourrait servir de plateforme multifonctions (stockage de munition, de carburant, centre logistique, maintenance...) pour les marines alliées.

Les deux bases d'Evenes et de Ramsund bénéficient d'ailleurs d'un statut d'« *agreed areas* » depuis juin 2022, qui permet aux forces américaines d'y avoir un accès permanent, ainsi que des droits exclusifs sur certaines parties. D'autres bases pourraient dans un futur proche avoir ce statut dans les pays nordiques, à l'image de l'aéroport de Rovaniemi en Finlande. Plus généralement, les bases norvégiennes de Grøtsund (mer) ou d'Andøya (air) reçoivent déjà des navires (dont des SNA) ou des appareils américains dans le cadre de ravitaillement, de changement d'équipage ou d'exercices.

La Norvège accueille enfin des exercices militaires d'ampleur. Environ 20 000 soldats participeront à l'exercice *Joint Viking 2023* du 4 au 16 mars dans le comté de Troms : soldats canadiens, français, allemands, néerlandais, suédois, finlandais, britanniques et américains. La nouvelle édition de l'exercice otanien *Cold Response* se déroulera en 2024 et devrait être rebaptisée « *Nordic Response* », avec une plus grande implication de la Suède et de la Finlande, en plus de la Norvège, pays hôte. Ces éléments constituent autant de sujets de crispation entre la Norvège et son voisin russe.

Trafic maritime – Sécurité maritime

Le premier **FSU** (*Floating Storage Unit*), « **Saam** », a quitté le chantier naval Daewoo Shipbuilding & Marine Engineering (DSME) d'Okpo, en Corée du Sud, le 22 février 2023 remorqué par le Supply russe *Argi* et escorté par deux autres Supplies releveur d'ancres (AHTS), l'*Ossoy* et le *Katun* (ces derniers serviront certainement à disposer les ancres pour positionner le FSU une fois à son poste de mouillage de transbordement). Ce convoi transite à une vitesse de 4 nœuds. Leurs AIS indiquent comme port de destination Singapour le 13 mars ([HighNorthNews](#), 24 février 2023).



Le convoi traversera le canal de Suez et remontera la côte norvégienne en route vers la mer de Barents. Le FSU jettera ensuite ses ancres dans la baie d'Ura Guba à l'ouest de Mourmansk à environ 80 km de la frontière norvégienne. La baie d'Ura est avant tout connue pour sa base de sous-marins nucléaires. Le fjord est en eaux profondes et ne gèle pas en hiver. La deuxième unité, le FSU « Koryak », suivra plus tard cette année pour aller dans la baie de Bechevinskaya, dans le sud du Kamchatka, dans l'Extrême-Orient russe ([HighNorthNews](#), 13 février 2023). D'un coût total de 748 millions de dollars, ces deux plus grands FSU du monde, d'un poids brut de 247 540 tonnes peuvent contenir chacun 360 000 m³ de GNL, soit l'équivalent de deux cargaisons d'un tanker Arc7 LNG. Chaque FSU peut desservir simultanément deux méthaniers ([BarentsObserver.com](#), 06 février 2023). Une fois en place, les tankers Arc7 LNG feront la navette entre les terminaux et les usines de GNL dans les péninsules de Yamal, Yamal LNG et de Gydan, Arctic LNG2. Le nouveau schéma logistique réduira les coûts puisque le tanker glace ne sera plus contraint d'aller jusqu'à sa destination finale, un méthanier classique ayant assuré le relais. Les terminaux auront une capacité de traitement d'environ 20 MT par an. Ils devraient être opérationnels en 2023.

Le président russe Vladimir Poutine a signé le décret n° 126 du 27 février 2023 « portant modifications à la [stratégie de développement de la zone arctique de la Fédération de Russie et garantissant la sécurité nationale pour la période allant jusqu'en 2035](#) ». Ce document indique que le **transport maritime sur la RMN** devrait passer à 80 MT en 2024, puis à 150 MT en 2030 et 220 MT en 2035 ([BarentsObserver.com](#), 13 février 2023). Dans cette publication, il est mentionné en particulier : « *assurer l'indépendance à l'égard des importations du complexe de construction navale, le développement et la modernisation des installations de construction et de réparation navales pour la construction et l'entretien des navires naviguant dans les eaux de la route maritime du Nord* » ([Korabel.ru](#), 22 février 2023). Cela fait référence au retrait des chantiers sud-coréens SHI et DSME, et des technologies occidentales (motorisation et cuves GTT), qui devaient construire une partie de la flotte des 21 tankers Arc 7 LNG. Seul le chantier naval russe de Zvezda reste en capacité de construire ces navires à la seule condition de développer ces technologies localement. Selon les sources russes, les sanctions du [10^{ème} paquet](#) adoptées par l'UE, dans lequel il est mentionné la société étatique russe Atomflot qui gère la flotte de brise-glaces à propulsion nucléaire et qui est en charge de l'administration de la RMN, n'affecteront pas la poursuite de la construction des deux derniers brise-glaces du projet 22200 ([Korabel.ru](#), 27 février 2023).

Commencé en 2019, les **travaux de dragage** d'un canal d'accès de 5,6 km de long, de 510 m de large et la construction des digues de protection contre la glace du terminal d'Utrenny associé au projet Arctic LNG 2 sont terminés. Le terminal de Sever Bay du méga-projet Vostok Oil de Rosneft et celui charbonnier voisin d'AEON de Severnaya Zvezda seront prêts, respectivement en 2023 et 2024 ([Portnews.ru](#), 16 février 2023). Rosneft a déjà contracté le tout nouveau brise-glace à propulsion nucléaire *Ural* pour assurer le déglaçage du chenal d'accès dans la rivière d'Ienisseï. En outre, la société prévoit de s'assurer les services de quatre autres brise-glaces, ainsi que de huit cargos de classe glace ([BarentsObserver.com](#), 13 janvier 2023).

En 2018, la société d'État China National Nuclear Corporation (CNNC) se lançait dans un projet de développement de **brise-glaces à propulsion nucléaire**. Plus de quatre ans plus tard, les informations sur le projet restent rares, mais quelques brevets récemment déposés par des ingénieurs de la filiale CNNC Marine semblent indiquer que le développement avance. Les brevets déposés à ce jour concernent principalement le génie nucléaire. Plusieurs conceptions de brise-glaces à propulsion nucléaire sont envisagées, dont un énorme navire de 38 000 T capable de fonctionner jusqu'à trois mètres d'épaisseur de glace. À titre de comparaison, la série du projet russe 22220 Arktika a un déplacement de 33 000 T ([TheDiplomat.com](#), 13 février 2023).

Publications des instituts de recherche

Inclure davantage les organisations de la société civile dans la gouvernance arctique

Un document de qualité sur le rôle des Organisations non gouvernementales (ONG) environnementales et autochtones dans la gouvernance arctique a été publié par le SIPRI¹. Ces ONG suivent les engagements régionaux pris à l'échelle de l'Arctique. Elles agissent en ce sens comme un garde-fou, effectuent une évaluation critique, par exemple de données environnementales ou en produisent elles-mêmes comme le WWF sur la biodiversité. Des organisations autochtones avaient agi pour l'interdiction des émissions de carbone noir en pointant du doigt la Russie lors de la Ministérielle de Kiruna en 2013. Les ONG environnementales et autochtones contribuent également à la mise en œuvre des politiques, en pesant sur la mise à l'agenda ou le contenu des mesures (exemples de la cogestion obtenue par les Sami du complexe hydroélectrique d'Alta en Norvège au milieu des années 2000). Ces actions influent principalement sur plusieurs domaines, dont notamment la protection des habitants de l'Arctique, la réglementation sur les projets d'énergie renouvelable, la pêche commerciale, le transport de pétrole lourd ou la protection de la faune marine. Ces organisations de la société civile s'engagent dans divers types de campagnes et de plaidoyers (Exxon Valdez en 1989, campagne Save the Arctic en 2012 par Greenpeace...). Elles contribuent à la diffusion de l'expertise scientifique, à l'image de l'*Arctic Climate Impact Assessment* (ACIA) en 2005 et à ses traductions politiques à l'époque de l'Administration de Georges Bush Jr. Enfin, les ONG autochtones affichent des contributions lors des crises géopolitiques (déclarations lors de temps forts géopolitiques comme en 2014 ou en 2022).

L'étude fait part de la faible confiance accordée par les ONG à la gouvernance arctique et aux institutions régionales, niveau de confiance qui s'avère inférieur à d'autres catégories d'acteurs régionaux (chercheurs, administration ou secteur privé). La participation des ONG environnementales et autochtones au Conseil de l'Arctique est alors parfois passive ou limitée. Un axe de renforcement de la légitimité de l'ensemble des institutions arctiques pourrait ainsi consister à impliquer davantage les ONG en leur sein et dans leur fonctionnement. Les ONG agissent notamment comme des médiateurs entre les informations scientifiques et les politiques.

¹ BROEK Emilie, OLCZAK Nicholas, DELLMUTH Lisa, The involvement of civil society organizations in Arctic Governance, SIPRI, Sipri Insights on Peace and Security, n°2023/02, February 2023, 28 p., <https://www.sipri.org/publications/2023/sipri-insights-peace-and-security/involvement-civil-society-organizations-arctic-governance>